



François Hollande au sommet de la Francophonie... en avant la Françafrique

Par [Pauline Imbach](#)

Mondialisation.ca, 02 décembre 2014

cadtm.org

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#),

[Pauvreté et inégalités sociales](#)

François Hollande s'est rendu ce samedi 29 novembre au XVe sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) qui s'est tenu à Dakar, au Sénégal, et a réuni 35 chefs d'État et de gouvernement. Dirigé pendant douze ans par l'ex-président sénégalais Abdou Diouf, l'OIF doit désigner son nouveau chef.

Le président français y a prononcé un discours d'ouverture en appelant « au respect des ordres constitutionnels et des aspirations des peuples ». « Là où les règles constitutionnelles sont malmenées (...) là où l'alternance est empêchée, j'affirme, ici, que les citoyens de ces pays sauront toujours trouver un soutien dans l'espace francophone ». Il a déclaré que le peuple burkinabè a fait une belle démonstration et que celle-ci « doit faire réfléchir ceux qui veulent se maintenir au pouvoir en violant l'ordre constitutionnel ».

Domage que cela ne fasse pas réfléchir ceux qui les aident à se maintenir au pouvoir en violant l'ordre constitutionnel.

Rappelons que cette déclaration est faite quelques semaines seulement après une lettre que François Hollande a adressé, le 7 octobre 2014, à son ami Blaise Compaoré et dans laquelle il lui proposait comme solution de sortie de crise un poste dans une organisation internationale... probablement l'Organisation internationale de la Francophonie.

Rappelons également que la diplomatie française, fidèle à sa tradition *françafricaine*, est allée jusqu'au bout et a exfiltré Blaise Compaoré, le soustrayant de fait à la justice de son pays.

Pour le poste à l'Organisation internationale de la Francophonie, c'est dommage, Blaise Compaoré aurait été parfait dans le rôle d'ambassadeur de la Françafrique.

Comme le souligne Malick Noël Seck, coordinateur du Front contre la Francophonie (qui se tient en parallèle de l'OIF et propose des conférences, colloques, concerts, etc.), « L'OIF est une organisation qui ne sert qu'à asseoir la diplomatie française au niveau international et n'est pas acceptable ». « Lorsque l'Organisation de la Francophonie organise un sommet chez Sassou-Nguesso (président du Congo-Brazzaville), valide des élections de dictature héréditaire, comme on l'a vu au Togo et au Gabon, nous nous posons des questions sur les réelles motivations démocratiques de cette organisation ». Le rappeur Karim Gueye ajoute que le peuple sénégalais doit être conscient que « ce qui se passe dans cette francophonie-là, c'est la France qui dicte comment gouverner nos pays ».

Comme le souligne Fabrice Tarrit, président de l'association Survie [1], « François Hollande s'est inscrit dans le fauteuil de ses prédécesseurs et a fait de la politique française en Afrique un pilier qui repose toujours sur les mêmes composantes : l'ingérence militaire, le soutien des dictateurs et la promotion tous azimuts des intérêts économiques français. Donc, on est encore à l'âge d'or de la Françafrique. »

Mais François Hollande ne trompe personne et les citoyen-ne-s africain-e-s et européen-ne-s ne sont pas dupes, comme le souligne **[l'appel en solidarité avec le peuple burkinabè](#)**, **qui a reçu plus de 100 signatures d'organisations et de personnalités et qui condamne fermement les actes de la France qui a exfiltré le dictateur Blaise Compaoré et exige la fin de l'impunité et par conséquent, que Blaise Compaoré soit rendu à la justice du Burkina Faso.**

Pauline Imbach

La source originale de cet article est cadtm.org
Copyright © [Pauline Imbach](mailto:Pauline.Imbach@cadtm.org), cadtm.org, 2014

Articles Par : **[Pauline Imbach](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca